



## **Des Miettes pour les Pauvres ! Lutte contre la pauvreté et l'exclusion : 200 milliards d'aide aux entreprises chaque année en France 4 milliards pour les pauvres : Où est le pognon de dingue ?**



Le président des riches, favorise sa classe sociale et stigmatise les plus vulnérables ! Si les aides sociales coûtent « *un pognon de dingue sans réduire la pauvreté* », que dire des choix néo-libéraux du gouvernement concernant les réductions fiscales accordées aux plus riches, exonérations des cotisations patronales et autres faveurs à hauteur de 200 milliards chaque année ?

Comment peut-on mépriser à ce point ceux d'entre nous qui ont besoin de la solidarité nationale ? C'est bien le néo-libéralisme qui engendre la pauvreté, creuse les inégalités et marginalise les moins qualifiés d'entre nous. La responsabilité du chef de l'Etat est d'être garant de l'intérêt des populations. La précarité va exploser du fait d'une politique visant la casse du droit du travail, des garanties collectives et de la protection sociale.

Le Président vilipende les pauvres, les accuse d'être responsables de la situation dans laquelle ils sont englués alors qu'elle est la conséquence de choix politiques, économiques ou budgétaires. 9 millions de personnes tout de même- qui n'ont pas suffisamment pour subvenir à leurs besoins ! Le gouvernement doit s'employer à garantir la mise en œuvre effective des droits sociaux constitutionnels : Droit au travail -et à un travail de qualité- permettant à chacun de vivre dignement, droit à la santé, au logement, à la culture et à l'éducation...

Dernièrement, avec CAP 22 le gouvernement annonce la destruction des services publics remparts contre l'exclusion.

Depuis son arrivée au pouvoir Macron et son gouvernement portent un coup à l'égalité et à la solidarité nationale : Baisse des APL, fin des contrats aidés, refus d'accueil ou de protection des réfugiés et des mineurs isolés étrangers, suppression des pensions de réversion, hausse de la CSG, réduction de la part des logements neufs accessible aux Français en situation de handicap, frais pour incidents bancaires à hauteur de 6,5 milliards par an... Une liste longue comme un jour sans pain et sans perspective d'avenir foulant aux pieds la dignité humaine !

La stratégie d'accusation des groupes sociaux, les objectifs de contrôle des populations et les lois contre l'asile et l'immigration contribuent davantage à renforcer le repli sur soi et la haine de l'autre, nourrir le dégoût de la chose publique et les discours populistes.

« La coupe du Monde de Football est passée, occupons-nous des pauvres ! » Le double discours du gouvernement Macron va pouvoir se mettre à l'œuvre : évoquer un accompagnement priorisé vers les plus précaires et, en plein été, annoncer des baisses drastiques de 57 millions sur 4 ans pour les CHRS !

Quels réels moyens pour lutter contre la pauvreté ?

Quel PLF/PLFSS pour 2019, alors que des plans d'économies sont déjà décidés !

Pour la CGT il faut :

- ✓ Réorienter le CICE vers le plan de lutte contre la pauvreté et la solidarité nationale
- ✓ Supprimer l'ensemble des aides aux entreprises et les réaffecter à la sécurité sociale ou à l'impôt
- ✓ Renforcer les mesures d'accompagnement existantes avec des personnels qualifiés et stopper les fermetures des services sociaux et médico-sociaux
- ✓ Revaloriser le montant des minima sociaux, et s'ils sont regroupés en interdire la fongibilité afin de garantir un montant de base fixé au-dessus du seuil de pauvreté

Montreuil, le 13 septembre 2018